



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau et biodiversité

Blois, le **24 AOÛT 2023**

**Affaire suivie par : Mathieu FRIMAT**  
**Contact : 02 54 55 76 64**  
[mathieu.frimat@loir-et-cher.gouv.fr](mailto:mathieu.frimat@loir-et-cher.gouv.fr)  
[ddt-eau@loir-et-cher.gouv.fr](mailto:ddt-eau@loir-et-cher.gouv.fr)

Monsieur Christophe JOUIE  
EARL de la Borde  
La Borde  
41 160 DANZE

Monsieur,

Vous exploitez actuellement un forage pour usage d'irrigation agricole sur la commune de Danzé. Ce forage capte deux ressources souterraines (nappes du Séno-Turonien et du Cénomanién). Créé en 1971, il a été régularisé par arrêté préfectoral en 2001 avec un débit de 50 m<sup>3</sup>/h.

Constatant la vétusté grandissante de cet ouvrage, en 2017, vous avez déposé un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau, dans l'objectif de le remplacer par un nouveau forage dans le Cénomanién. Ce dossier de déclaration a fait l'objet d'un arrêté portant opposition à déclaration, en application du SDAGE Loire-Bretagne alors en vigueur. Cette position de l'administration vous a été confirmée à deux reprises par courrier : en août 2017 par Mme Rondreux, directrice de la DDT de l'époque, et en mars 2021 par moi-même.

En 2022, le cadre réglementaire a évolué avec l'entrée en vigueur d'un nouveau SDAGE Loire-Bretagne, pour la période 2022 – 2027. En particulier, le secteur 4 du Cénomanién, sur lequel se situe votre ouvrage, n'est plus considéré comme étant en situation de déséquilibre chronique, ce qui se traduit par la possibilité de maintenir les prélèvements à leur niveau actuel. Ainsi, il est devenu possible d'autoriser la création d'un nouveau forage dans le Cénomanién sur votre secteur, en remplacement de votre forage de 1971. Afin d'obtenir cette autorisation, il vous faudra déposer un nouveau dossier loi sur l'eau auprès de mes services, celui de 2017 étant caduc. Dans cette optique, j'attire votre attention sur les points suivants :

- votre dossier devra apporter les garanties techniques qu'il n'y aura pas de mélange de nappes (ce qui est interdit par l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, postérieur à l'arrêté de régularisation de votre ouvrage de 1971) ;
- une nouvelle autorisation de prélèvement sera définie en volume annuel et non en débit horaire. Vous apporterez les éléments techniques justifiant de l'établissement du volume demandé, celui-ci ne pouvant être supérieur aux volumes effectivement prélevés dans le Cénomanién (donc en excluant ceux prélevés dans le Séno-turonien) par le forage existant.

De manière générale et dans l'objectif de préserver la nappe du Cénomanién, il serait particulièrement intéressant d'y mettre en place une gestion collective, à l'exemple de ce qui existe pour les prélèvements agricoles en nappe de Beauce. Si une gestion collective sur cette ressource venait effectivement à se mettre en place, vous ne sauriez vous prévaloir d'une autorisation individuelle récente pour éviter de participer à la gestion collective.

Espérant avoir répondu à vos interrogations, la DDT reste à votre disposition pour échanger sur les aspects techniques et réglementaires de votre projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental des territoires



Patrick SEAC'H

**Copie à M. Lonqueu, président du syndicat des irrigants de Loir-et-Cher – DREAL Centre-Val de Loire – Agence l'eau Loire-Bretagne**

2 / 2

Direction Départementale des Territoires de Loir-et-Cher – 21 rue Pierre Curie 41 000 BLOIS

téléphone : 02 54 55 74 50

site internet : [www.loir-et-cher.gouv.fr](http://www.loir-et-cher.gouv.fr) – Messagerie : [ddt@loir-et-cher.gouv.fr](mailto:ddt@loir-et-cher.gouv.fr)

Horaires d'ouverture au public : 9 h - 12 h et 13h30 - 17 h